

CHRONIQUES

# Repenser la société en donnant aux seniors un rôle nouveau

MARIE-CÉCILE RENAULT

**ÉCONOMIE** C'est une rupture majeure dans l'histoire de l'humanité ! Depuis la seconde partie du XXe siècle, l'espérance de vie a augmenté de façon exponentielle sous l'effet du progrès médical. Alors qu'en 1950, un sexagénaire pouvait encore espérer vivre en moyenne seize ans, aujourd'hui c'est près de trente ans. Résultat, plus du quart, et bientôt plus du tiers de la vie, se déroule après 60 ans.

Mais à quoi servent ces années gagnées, si elles n'ouvrent comme horizon que celui d'une vie prolongée mais passive, hantée par la dépendance, la solitude et la maison de retraite ? À quoi bon vivre vieux si c'est pour ne rien faire et peser sur le travail des actifs contraints de financer les retraites, au risque de susciter une guerre des générations ? Pour répondre à ces enjeux, l'économiste Jean-Hervé Lorenzi, le spécialiste de la santé François-Xavier Albouy et le spécialiste de la modélisation Alain Villemeur appellent dans *L'Erreur de Faust* à repenser radicalement le fonctionnement de la société en donnant aux seniors un statut, un rôle et une ambition nouvelle. Pour éviter l'erreur de Faust - celle de vouloir rester jeune tout seul -, les auteurs proposent de construire « la société du vieillissement », afin de permettre aux quatre ou cinq générations qui coexistent désormais, non pas simplement de se côtoyer, mais de vivre ensemble.

L'une de leurs recommandations est d'inciter tout senior, lorsqu'il rompt avec le travail, à s'engager systématiquement dans une activité socialisée. Les besoins sont considérables (éducation, santé, environnement, développement, etc.) et les bénéfiques sont autant pour l'individu que pour la société. Déjà possible, le cumul emploi-retraite ne concerne que 3 % de la population, essentiellement dans les catégories supérieures. Et si de nombreux seniors sont engagés comme bénévoles dans des associations, beaucoup de retraités peu qualifiés ne franchissent pas le pas faute d'avoir une compétence reconnue. Les auteurs proposent donc d'instaurer trois mois de formation gratuite à l'université pour les retraités (formation au travail associatif et à l'économie

sociale) mais aussi des avantages (points de retraite supplémentaires ou fiscalité avantageuse) pour les bénévoles.

Pour pallier la baisse relative des pensions qu'ils anticipent dans les années à venir, les auteurs prônent une épargne retraite obligatoire. De même pour faire face au financement de la dépendance quand celle-ci survient, ils préconisent de mettre en place une assurance dépendance obligatoire pour tous dès 45 ans. Pour convaincre les actifs de cotiser, les auteurs imaginent d'offrir la possibilité à l'assuré de récupérer une partie des montants versés, à partir de 85 ans, si aucun signe de maladie neurodégénérative n'est apparu.

Autre idée : favoriser la « liquéfaction du patrimoine », c'est-à-dire permettre aux ménages de vendre leurs biens immobiliers tout en conservant l'usage à vie. Une solution différente d'un viager classique car il faut, dans ce cas, que les investisseurs soient incités à acquérir des biens insuffisamment rentables. La politique publique du logement, estiment les auteurs, pourrait prendre en charge ce problème en garantissant à l'acquéreur la rentabilité de son acquisition. ■

MARIE-CÉCILE RENAULT

**Jean-Hervé Lorenzi, François-Xavier Albouy, Alain Villemeur** L'erreur de Faust Descartes & Cie